Des organisations ou groupements multilatéraux (Nations-Unies, FMI, OCDE, Banque mondiale, Conseil de stabilité financière et G20) conseillent les gouvernements sur les politiques à appliquer pour lutter contre les inégalités. DFI contrôle leur progression en évaluant leur approche générale quant aux inégalités et leurs actions dans le cadre de domaines politiques spécifiques. DFI analyse régulièrement leur performance dans des domaines précis (par exemple, l'assistance technique sur la fiscalité du FMI ou ses politiques sur les **dépenses sociales**); et une analyse annuelle (" **Les organisations multilatérales combattent-elles les inégalités?** ") en partenariat avec New Rules for Global Finance, Friedrich Ebert Stiftung, la CSI et bien d'autres experts issus de la société civile et du monde universitaire.

Au cours des 20 dernières années, DFI a également collaboré avec plusieurs organisations multilatérales afin de les convaincre de renforcer leurs efforts pour éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités. Elles incluent la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, BCEAO/BEAC, le BIT, la CNUCED, le CSF, le FMI, l'OCDE, le PNUD, l'UE, l'UEMOA, l'Union africaine, UNDESA, UNECA, UNESCO, UNICEF et UN Women.